

**SENAT DE BELGIQUE**


---

**SESSION DE 1993-1994**


---



---

13 OCTOBRE 1993

---

**Projet de loi ajustant le budget général  
des dépenses de l'année budgétaire  
1992**

---

**RAPPORT  
FAIT AU NOM  
DE LA COMMISSION  
DE LA DEFENSE  
PAR M. TIMMERMANS**

---

**I. EXPOSE DU MINISTRE**

1. Ce projet de loi comprend trois volets:

*a)* La régularisation d'une décision prise par le Conseil des Ministres relative à l'incendie survenu à l'hôpital militaire de Neder-Over-Heembeek (209 millions par des mouvements compensatoires internes).

*b)* La régularisation d'une décision prise par le Conseil des Ministres relative à l'envoi d'une unité de transport vers la Bosnie-Herzégovine (41,4 millions de crédits supplémentaires à charge du budget du Premier Ministre).

---

Ont participé aux travaux de la Commission:

Membres effectifs: MM. Pécriaux, président; Bougard, Eeman, Gevenois, Maertens, Mairesse, L. Martens, Ottenbourg, Scharff, Mmes Tyberghien-Vandebussche, Van den Poel-Welkenhuysen, MM. Van Wambeke, Vermeiren et Timmermans, rapporteur.

**R. A 16362***Voir:***Document du Sénat:**

829-1 (1992-1993): Projet transmis par la Chambre des représentants.

**BELGISCHE SENAAAT**


---

**ZITTING 1993-1994**


---



---

13 OKTOBER 1993

---

**Ontwerp van wet houdende aanpassing  
van de algemene uitgavenbegroting  
van het begrotingsjaar 1992**

---

**VERSLAG  
NAMENS DE COMMISSIE  
VOOR DE DEFENSIE  
UITGEBRACHT  
DOOR DE HEER TIMMERMANS**

---

**I. INLEIDING VAN DE MINISTER**

1. Dit wetsontwerp omvat drie luiken:

*a)* De regularisatie van een beslissing van de Ministerraad m.b.t. de brand in het militair hospitaal van Neder-Over-Heembeek (209 miljoen door interne verschuivingen).

*b)* De regularisatie van een beslissing van de Ministerraad m.b.t. het sturen van een transporteenheid naar Bosnië-Herzegovina (41,4 miljoen bijkredieten ten laste van begroting van de Eerste Minister).

---

Aan de werkzaamheden van de Commissie hebben deelgenomen:

Vaste leden: de heren Pécriaux, voorzitter; Bougard, Eeman, Gevenois, Maertens, Mairesse, L. Martens, Ottenbourg, Scharff, de dames Tyberghien-Vandebussche, Van den Poel-Welkenhuysen, de heren Van Wambeke, Vermeiren en Timmermans, rapporteur.

**R. A 16362***Zie:***Gedr. St. van de Senaat:**

829-1 (1992-1993): Ontwerp overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

c) Des mouvements compensatoires internes au Budget de la Défense nationale pour un montant de l'ordre de 71,5 millions de francs (en millions de francs):

|                                                                    |        |
|--------------------------------------------------------------------|--------|
| — Dégâts causés par les manœuvres . . . . .                        | + 36,5 |
| — Remboursement du recours à des médecins civils . . . . .         | + 27,0 |
| — Aide médicale dans le cadre d'opérations humanitaires . . . . .  | + 8,0  |
|                                                                    | <hr/>  |
|                                                                    | + 71,5 |
| — Révision du programme « Reforbel » . . . . .                     | - 39,6 |
| — Annulation de travaux O.T.A.N. . . . .                           | - 6,9  |
| — Réduction de l'indemnisation des sociétés de transport . . . . . | - 25,0 |
|                                                                    | <hr/>  |
|                                                                    | - 71,5 |

2. Les mouvements internes relatifs à l'indemnisation des dégâts causés par des manœuvres et les remboursements du recours à des médecins civils ont été contestés par la Cour des Comptes, qui a refusé de viser une série d'ordonnances de paiement.

3. A cause de ce litige avec la Cour des Comptes, le Conseil des Ministres du 18 juin 1993 a délibéré une seconde fois et a imposé les paiements.

## II. DISCUSSION

Un membre voudrait connaître la raison de la diminution de l'indemnisation due à la S.N.C.B. pour l'utilisation de certaines lignes.

Le ministre explique que, suite à un accord intervenu entre la S.N.C.B. et le Département de la Défense nationale, l'armée utilise certaines lignes à des fins purement militaires et stratégiques.

L'indemnité est due à la S.N.C.B. pour l'entretien de ces lignes.

Le nouveau contexte géopolitique nécessite l'utilisation et l'entretien de moins de lignes, ce qui explique la diminution du montant de l'indemnité.

Le membre précise qu'il pose la question particulièrement à propos de la ligne 163, Libramont/Bastogne, qui a été supprimée et qui était considérée comme stratégique. Qu'en est-il actuellement?

Le ministre n'intervenant pas dans la gestion de la S.N.C.B. ne sait quel sort subira la ligne 163, maintenant qu'elle n'est plus considérée comme stratégique par la Défense nationale.

Un autre membre après les discussions qui ont eu lieu à propos du sort futur de l'hôpital militaire de Neder-over-Heembeek et du service médical, aimerait savoir où on en est actuellement.

c) Interne verschuivingen binnen de begroting van Landsverdediging ten belope van 71,5 miljoen (in miljoenen frank):

|                                                                            |        |
|----------------------------------------------------------------------------|--------|
| — Vergoeding van maneverschade . . . . .                                   | + 36,5 |
| — Vergoeding van het beroep dat werd gedaan op burgergeneesheren . . . . . | + 27,0 |
| — Medische hulp in het kader van humanitaire operaties . . . . .           | + 8,0  |
|                                                                            | <hr/>  |
|                                                                            | + 71,5 |
| — Herziening van het « Reforbel »-programma . . . . .                      | - 39,6 |
| — Schrappen van N.A.V.O.-werken . . . . .                                  | - 6,9  |
| — Vermindering van de vergoeding aan vervoermaatschappijen . . . . .       | - 25,0 |
|                                                                            | <hr/>  |
|                                                                            | - 71,5 |

2. De interne verschuiving m.b.t. de « schadeloosstelling van maneverschade » en de « terugbetalingen wegens beroep op burgergeneesheren » werden later betwist door het Rekenhof, dat een aantal betalingsordonnanceren weigerde te viseren.

3. Ten gevolge van dit geschil met het Rekenhof nam de Ministerraad op 18 juni 1993 een nieuwe beslissing en legde de betalingen op.

## II. BESPREKING

Een lid vraagt waarom de N.M.B.S. een geringere vergoeding ontvangt voor het gebruik van bepaalde lijnen.

De Minister wijst erop dat het leger, op basis van een overeenkomst tussen de N.M.B.S. en het departement Landsverdediging, bepaalde lijnen voor louter militaire en strategische doeleinden gebruikt.

De vergoeding voor de N.M.B.S. dekt de onderhoudskosten van die lijnen.

Gezien de jongste ontwikkelingen in de geopolitieke context, dienen er minder lijnen gebruikt en onderhouden te worden. Daarom is het bedrag van de vergoeding gedaald.

Het lid denkt hierbij in de eerste plaats aan de lijn 163 Libramont-Bastogne, die opgeheven werd en vroeger als strategisch werd beschouwd. Hoe staan de zaken er momenteel voor?

De Minister verklaart zich niet te willen inlaten met het beheer van de N.M.B.S. en niet te weten welk lot die lijn te wachten staat nu ze door Landsverdediging niet meer als strategisch wordt beschouwd.

Na de discussies over de toekomst van het militair hospitaal te Neder-over-Heembeek en de medische dienst, vraagt een lid hoe de zaak er thans voor staat.

Le ministre explique que l'hôpital militaire et le service médical font l'objet d'un audit global externe dont les résultats seront connus dans les prochains mois.

L'intervenant voudrait connaître le pourcentage des interventions de l'O.T.A.N. et des Nations-Unies dans les coûts d'entretien et de réparations du matériel militaire utilisé en Bosnie.

Le ministre donne une réponse globale à ces questions dans la note concernant le financement des opérations humanitaires en cours, qui vient d'être communiquée aux membres de la Commission.

Le membre s'inquiète également du délai de règlement des dossiers concernant l'indemnisation des dégâts causés au cours de manœuvres militaires et du recours à des médecins civils.

Le ministre suppose qu'il s'agit des manœuvres effectuées dans les Ardennes avec la France et l'Allemagne. Auparavant ces manœuvres avaient lieu en Allemagne. C'était alors le gouvernement allemand qui assumait en grande partie les indemnisations.

En fait, les indemnisations ne faisant l'objet d'aucune contestation ont été réglées très rapidement. Mais les tribunaux ont dû trancher certaines contestations, ce qui allonge bien entendu les délais. Il s'agit donc ici d'indemnisations faisant suite à des décisions judiciaires.

L'intervenant constate que M. Candries, membre de la Chambre des Représentants, et passé tout récemment de l'opposition dans la majorité, continue d'exprimer son inquiétude à propos des crédits nécessaires à l'édification d'une caserne à Ath. A-t-il des raisons d'être inquiet?

Le ministre réplique que tout ceci n'a aucun lien avec le projet de construction de la caserne d'Ath.

Le membre désirerait quelques informations à propos du départ d'Ostende vers Zeebrugge des installations de la Force navale. Combien de membres du personnel resteront-ils à Ostende? Prévoit-on des dégagements? Quel est le sort réservé à l'école de dragage de mines?

Le ministre répond qu'aucun dégagement n'est prévu au sein de la Force navale. L'école de dragage de mines reste à Ostende.

L'intervenant signale l'étude effectuée par M. Louis Poucet de la K.U.L., selon laquelle on pourrait économiser 1 demi-milliard de francs dans le budget de la Défense nationale en confiant à du personnel civil des tâches non spécifiquement militaires. Ceci grâce au fait, notamment, de salaires et

De Minister antwoordt dat het militair hospitaal en de medische dienst momenteel door een externe audit volledig worden doorgelicht en dat de resultaten tijdens de volgende maanden meegedeeld zullen worden.

Spreker vraagt welk percentage de bijdragen van de N.A.V.O. en de V.N. vertegenwoordigen in de onderhouds- en herstellingskosten voor het militair materieel dat in Bosnië wordt ingezet.

De Minister geeft een omstandig antwoord in de nota over de financiering van de lopende humanitaire operaties, die aan de commissieleden wordt meegegeeld.

Het lid spreekt tevens zijn bezorgdheid uit over de traagheid waarmee de dossiers van de vergoeding van manneverschade en het beroep op burgerartsen worden afgehandeld.

De Minister zegt te vermoeden dat het om manoeuvres gaat die samen met Frankrijk en Duitsland in de Ardennen werden gehouden. Vroeger gebeurde dat in Duitsland en vergoedde de Duitse Regering groten-deels de opgelopen schade.

In feite is het zo dat niet-betwiste schadegevallen zeer snel afgehandeld worden, doch dat de rechtbanken zich hebben moeten uitspreken over een aantal betwistingen. Zo komt men uiteraard tot langere termijnen. In feite heeft men hier dus te maken met schadeloosstellingen na een rechterlijke uitspraak.

Spreker stelt vast dat Kamerlid Candries, die onlangs naar de meerderheid is overgestapt, bezorgd blijft over de kredieten nodig om te Aat een kazerne op te trekken. Bestaat er een reden voor die bezorgdheid?

De Minister antwoordt dat er geen enkel verband bestaat met het bouwproject voor de kazerne te Aat.

Het lid ontving graag informatie over het vertrek van Oostende naar Zeebrugge van de inrichtingen van de Zeemacht. Hoeveel personeelsleden zullen in Oostende blijven? Zullen er mensen afvloeien? Wat zal er gebeuren met de school voor mijnnevegers?

De Minister antwoordt dat er geen afvloeiingen zullen plaatsvinden binnen de Zeemacht. De school voor mijnnevegers blijft te Oostende.

Spreker haalt de studie aan van de heer Louis Poucet van de K.U.L., waarin verklaard wordt dat men op de begroting van Landsverdediging een half miljard frank zou kunnen besparen door niet specifiek militaire taken op te dragen aan burgerpersoneel, met name dankzij de minder hoge lonen en pensioe-

pensions moins élevés, d'une meilleure productivité et d'une réduction des congés. Qu'en pense le ministre? Quelles mesures compte-t-il prendre en ce sens?

Le ministre a pris connaissance de cette étude. Elle contient quelques idées intéressantes. Peut-être fera-t-on appel à un peu plus de personnel civil dans les années à venir.

Il ne faut pas oublier que l'armée disposera encore pendant quelques années d'un excédent d'officiers et de sous-officiers auxquels ces tâches seront confiées par priorité.

Il faut cependant bien souligner que les économies qui pourraient être réalisées le seront en matière de pensions et profiteront donc au budget des Pensions et non à celui de la Défense. Bien entendu cela reste positif au niveau du Trésor. Le ministre estime néanmoins que la situation est plus nuancée et plus complexe qu'il n'apparaît dans cette étude.

L'intervenant estime que l'élaboration d'un programme précis en ce domaine éviterait les discours démagogiques.

Le ministre réplique que ces mesures figurent dans l'ensemble des projets de loi établissant le plan de restructuration dont on discutera très prochainement, c'est-à-dire vers la mi-novembre.

Le membre a lu dans une publication syndicale que dans les mesures de restructuration qui seront bientôt adoptées, il est question d'instaurer une amende frappant les candidats militaires ayant échoué dans leur formation. Ceux qui ne pourraient pas la payer devraient effectuer un service dans une autre catégorie que celle pour laquelle ils étaient candidats. Cela semble absurde mais il aimerait que le ministre le lui confirme.

Le ministre confirme que ces affirmations sont en effet sans le moindre fondement.

Le membre fait état de l'idée lancée par un sénateur de faire participer la Défense dans le traitement des dossiers des demandeurs d'asile en Belgique, qui présente actuellement un énorme retard. Qu'en pense le ministre?

Le ministre fait remarquer que son département fournit déjà un effort considérable dans l'accomplissement de toute une série de tâches qui ne sont pas de son ressort, notamment au profit du département de l'Intérieur.

Mais malgré sa bonne volonté à coopérer, il y a des limites, il ne faut pas non plus considérer qu'il s'agit d'un département fourre-tout.

Dans ce cas précis, l'armée n'a d'ailleurs pas, contrairement à la gendarmerie, la compétence judiciaire nécessaire.

nen, een hogere produktiviteit en een vermindering van de verloven. Wat is de mening van de Minister hierover? Welke maatregelen denkt hij in die zin te nemen?

De Minister heeft kennis genomen van deze studie. Er zitten een aantal interessante ideeën in. Misschien zal men in de komende jaren wat meer beroep doen op burgerpersoneel.

Men mag niet vergeten dat het leger gedurende enkele jaren nog over te veel officieren en onderofficieren zal beschikken aan wie deze taken bij voorrang zullen worden opgedragen.

Men moet er evenwel rekening mee houden dat wat eventueel bespaard zou worden, zijn weerslag heeft op de pensioenen en dus gunstig is voor de begroting van Pensioenen en niet voor die van Landsverdediging. Dat blijft natuurlijk positief voor de Schatkist. De Minister meent echter dat de toestand genuanceerder en ingewikkelder is dan uit deze studie blijkt.

Spreker meent dat met het opstellen van een duidelijk programma op dit vlak demagogische praat voorkomen kan worden.

De Minister antwoordt dat deze maatregelen voorkomen in de reeks wetsontwerpen in verband met het herstructureringsplan dat zeer binnenkort, rond half november, zal worden besproken.

Het lid heeft in een vakbondsblad gelezen dat er bij de herstructureringsmaatregelen die weldra goedgekeurd zullen worden, sprake is van het invoeren van een boete voor de kandidaat-militairen die niet geslaagd zijn na hun opleiding. Degenen die de boete niet kunnen betalen, zouden een dienst moeten verrichten in een andere categorie dan die waarvoor ze zich kandidaat hadden gesteld. Dat lijkt absurd en hij vraagt of de Minister het niet met hem eens is.

De Minister bevestigt dat deze beweringen inderdaad totaal ongegrond zijn.

Het lid maakt melding van het idee dat een senator gelanceerd heeft, namelijk om Landsverdediging te laten meehelpen in de verwerking van de dossiers van asielzoekers in België, waar zich op dit ogenblik enorme vertragingen voordoen. Wat denkt de Minister hierover?

De Minister merkt op dat zijn departement al een belangrijke inspanning levert in het uitvoeren van een hele reeks taken die niet onder zijn bevoegdheid vallen, met name ten gunste van het departement van Binnenlandse Zaken.

Hij is weliswaar bereid tot samenwerken, maar er zijn grenzen men mag zijn departement ook niet beschouwen als een klusjesdienst.

In dit welbepaald geval heeft het leger overigens, in tegenstelling tot de rijkswacht, niet de nodige rechtsbevoegdheid.

Le même membre voudrait savoir quelle est la connexion du département de la Défense avec les services du Premier ministre, à propos de ce transfert budgétaire.

Le ministre répond qu'il s'agit ici d'une solution pragmatique proposée par le Conseil des ministres pour résoudre ce point ponctuel du règlement de la participation belge au soutien de l'acheminement de l'aide humanitaire en Bosnie-Herzégovine.

### III. VOTES

Les articles 1<sup>er</sup> et 2, ainsi que l'ensemble du projet de loi, sont adoptés par 7 voix contre 5.

Confiance est faite au rapporteur pour la rédaction du présent rapport.

*Le Rapporteur,*  
Jacques TIMMERMANS.      *Le Président,*  
Nestor-H. PECRIAUX.

Hetzelfde lid vraagt welke connectie er bestaat tussen het departement van Landsverdediging en de diensten van de Eerste Minister, in verband met deze begrotingsoverdracht.

De Minister antwoordt dat men met dit voorstel van de Ministerraad een pragmatische oplossing wenst te vinden voor dit specifieke punt, namelijk de regeling van de Belgische deelname aan het sturen van humanitaire hulp naar Bosnië-Herzegovina.

### III. STEMMINGEN

De artikelen 1 en 2, alsmede het ontwerp van wet in zijn geheel, worden aangenomen met 7 tegen 5 stemmen.

Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van dit verslag.

*De Rapporteur,*  
Jacques TIMMERMANS.      *De Voorzitter,*  
Nestor-H. PECRIAUX.